

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf juin, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 29 JUIN 2015

Date de convocation : 23 juin 2015

Affiché le : 3 juillet 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 42

Nombre de pouvoirs : 16

Nombre de votants : 58

Nombre d'absents excusés : 5

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : excusé Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Karine GUEZ - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Jean PAWLAK (suppléant de Michel JOUVE) Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafaie : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : excusé La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE - Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à France MIRTO - Stéphane GAUBIAC a donné pouvoir à Joël BOTREAU - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Serge ANDRIEU a donné pouvoir à Francis ADOLPHE - Franck DUPAS a donné pouvoir à Jean-Alain MAZAS - Pauline DREANO a donné pouvoir à Yvette GUIOU - Jean-François SENAC a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Caroline BALAS a donné pouvoir à Karine GUEZ - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Hélène CABASSY - Bernard BOSSAN a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Roselyne SULTANA a donné pouvoir à Aimé NAVELLO - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Julien AUBERT a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD à partir de la délibération n°82-15- Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Dominique BODON à partir de la délibération n°88-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Bernard CHARRASSE - Agnès MOISSON - Francis JULLIEN - Gérard VILLON.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Léopold MEYNAUD

Délibération n°90-15

Direction Générale des Services

Objet : Contractualisation avec la Région dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial - CRET

Conseil de Communauté du 29 juin 2015

Délibération n°90-15

Direction Générale des Services

Objet : Contractualisation avec la Région dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial - CRET

Le Conseil de Communauté,

Par délibérations du 20 février et du 24 avril 2015, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur développe une nouvelle politique contractuelle avec les territoires, les Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET).

Ces contrats visent à définir une stratégie partagée de développement et d'aménagement durables qui repose sur la rencontre entre les priorités régionales locales en vue d'établir un projet partagé.

Ils se composent d'un volet stratégique et d'une déclinaison opérationnelle.

Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial permet notamment :

- de décliner sur le territoire régional, les enjeux définis dans le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) et dans l'ensemble des stratégies et schémas régionaux ;
- de regrouper au sein d'un même contrat les dispositifs régionaux pour favoriser leur cohérence ;
- de renforcer l'intégration des politiques régionales dans les principaux cadres contractuels : programmes opérationnels 2014-2020 des fonds européens, le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 et les conventions d'objectifs 2015-2020 avec les Parcs Naturels Régionaux.

Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial est conclu pour une durée de 3 ans (2015-2017) et prévoit une clause de revoyure à mi-parcours. Il concrétise le projet du Territoire Ventoux et repose sur les 4 axes stratégiques suivants :

- Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique : mobilités durables, promotion des énergies renouvelables, préservation de la biodiversité, efficacité et sobriété énergétiques, gestion de l'eau, maîtrise des risques et préservation des zones littorales ;
- Favoriser un aménagement du territoire régional fondé sur le principe de la sobriété foncière à travers une action sur le foncier, la production de logement social et des projets d'aménagement intégrés tels que les contrats d'axe, la réhabilitation des quartiers de gare et des centres anciens ;
- Conforter les activités économiques et favoriser la création d'emploi à travers le soutien à des initiatives de développement économique et de structuration des filières valorisant les productions et les ressources locales, par exemple en matière industrielle, agricole, forestière et touristique, de manière à renforcer le développement global du territoire régional ;
- Renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires, avec le maintien et l'amélioration de l'offre de services publics, le soutien à une offre culturelle de proximité et de qualité, le soutien à la démocratie participative, au service du lien social et des publics les plus en difficultés à savoir les personnes en situation de fragilité et les jeunes.

Le contrat est conclu entre la Région et

- la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,
- la Communauté de Communes des Sorgues du Comtat,
- la Communauté de Communes du Pays Vaison Ventoux,
- la Communauté de Communes Ventoux Sud,
- la structure chef de file représentée par le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux (SMAEMV).

Le comité de pilotage du Contrat Régional d'Equilibre Territorial est composé du Vice-Président du Conseil Régional en charge de l'Aménagement du Territoire, d'élus régionaux désignés par le Président du Conseil régional, des Présidents des EPCI concernés, du Président de la structure chef de file et, avec voix consultative, du Président du conseil de développement de la structure porteuse.

Considérant :

- que cette nouvelle contractualisation consolide la Région dans son rôle de garant des équilibres territoriaux ;
- que le Contrat Régional d'Equilibre Territorial est bâti sur un volet stratégique et sur un volet opérationnel ;
- que le pilotage de ce contrat est assuré par un COPIL composé du Président du Conseil régional ou de son représentant, des Présidents des EPCI concernés, du Président de la structure chef de file, du Président du ou des Parcs naturels régionaux présent(s) sur ce territoire et, avec voix consultative, du Président du conseil de développement de la structure porteuse.
- que ce contrat est conclu pour une durée de 3 ans et prévoit une clause de revoyure à mi-parcours ;
- que la candidature du Territoire Ventoux rassemblant les EPCI suivants : la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, la Communauté de Communes des Sorgues du Comtat, la Communauté de Communes du Pays Vaison Ventoux, la Communauté de Communes Ventoux Sud et le chef de file Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux (SMAEMV) pour l'élaboration d'un CRET a été retenue par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Entendu le rapport du Président et après en avoir délibéré par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le Contrat Régional d'Equilibre Territorial entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Territoire Ventoux.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer le contrat tel qu'annexé à la présente délibération et tous actes à cet effet.

Transmis en Préfecture le : - 6 JUIL. 2015

Publication par affichage le : - 3 JUIL. 2015

Exécutoire le : - 6 JUIL. 2015

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 06/07/2015

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

CONTRAT REGIONAL D'EQUILIBRE TERRITORIAL 2015-2017

REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR / TERRITOIRE VENTOUX

ENTRE

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par son Président, Monsieur Michel VAUZELLE, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée régionale n°.....en date du....., ci-après désignée « la Région »

D'une part,

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux représenté par son Président, Monsieur Alain GABERT, dûment habilité par délibération n°.....en date du, ci-après désignée « SMAEMV » ou « le Chef de file »

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « la COVE »

La Communauté de Communes Pays Vaison Ventoux, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre LARGUIER, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « COPAVO »

La Communauté de Communes les Sorgues du Comtat, représentée par son Président, Monsieur Christian GROS, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « la CCSC »

La Communauté de Communes Ventoux Sud, représentée par son Président, Monsieur Max RASPAIL, dûment habilité par délibération n°..... en date du, ci-après désignée « la C CVS »

L'ensemble des 5 partenaires désignés « Le Territoire »

D'autre part,

VU le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU la délibération n° 13-1566 du 13 décembre 2013 du Conseil régional relative à l'introduction des critères économiques, sociaux et environnementaux du développement durable :

- incitation à l'efficacité énergétique dans les bâtiments ;
- poursuite de la sensibilisation et de l'accompagnement des porteurs de projets.

VU la délibération n°15-2 du 20 février 2015 du Conseil régional, délibération cadre sur la nouvelle politique contractuelle avec les territoires - Création du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;

VU la lettre d'intention du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux et de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, des communautés de communes Pays Vaison Ventoux, Ventoux Sud, de la Communauté les Sorgues du Comtat et en date du 17 avril 2015, exprimant leur volonté de porter un CRET avec pour Chef de file le SMAEMV ;

VU le courrier du Président en date du 29 avril 2015 informant le Territoire de la validation de sa candidature ;

VU la délibération n°15-268 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - cadre d'intervention des espaces ruraux, agglomérations et territoires de montagne et au cadre d'intervention des espaces métropolitains et grandes agglomérations urbaines ;

VU la délibération n°15-269 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Expérimentation du dispositif "Quartier de gare - intégration urbaine des Pôles d'Echanges Multimodaux" ;

VU la délibération n°15-270 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative à la politique régionale de la montagne 2015-2020 - Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Stratégie Espace Valléen ;

VU la délibération n°15-271 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Modalité de mise en œuvre dans le cadre de la politique régionale de soutien au logement, à l'habitat, et de la politique foncière régionale ;

VU la délibération n°15-272 du 24 avril 2015 du Conseil régional relative au Contrat Régional d'Equilibre Territorial - Cadre d'intervention relatif au soutien de la Région aux projets de transports collectifs urbains en site propre - Espaces métropolitains et grandes agglomérations urbaines ;

VU la délibération n° du 26 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation des Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial.

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
Titre I - Dispositions générales.....	7
Article 1 - Territoire concerné	7
Article 2 - Objet du contrat	7
Article 3 - Orientations du contrat	7
Article 4 - Structuration du contrat	7
4-1 Le volet stratégique.....	7
4-2 Le volet opérationnel	8
Article 5 - Gouvernance du contrat	8
Titre II - Modalités financières.....	9
Article 7 - Enveloppe financière	9
Article 8 - Taux de subvention	9
Article 9 - Financement de l'ingénierie	10
Titre III - Modalités d'application du contrat.....	10
Article 10 - Conditions de mise en œuvre	10
10-1 Dépôt des demandes de subventions	10
10-2 Mise en œuvre des subventions	10
10-3 Conditions d'utilisation des subventions	10
10-4 Modalités de paiement et délai de validité des subventions.....	10
10-5 Modalités de contrôle	11
10-6 Reversement des subventions	11
10-7 Mise en œuvre de conventions.....	11
10-8 Suivi de la programmation annuelle et du PPI	11
Article 11 - Outils partagés	11
Article 12 - Communication	12
Article 13 - Evaluation du contrat	12
Article 14 - Conditions et modalités de résiliation du contrat.....	12
Article 15 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	13
Article 16 - Règlement à l'amiable - litiges.....	13

Annexes

Annexe 1 – synthèse du dire régional

Annexe 2 – expression de la stratégie du territoire pour la durée du Contrat

Annexe 3 – tableau de synthèse de la programmation

PREAMBULE

La Région est attachée à un aménagement et à un développement équilibrés et solidaires de son territoire qui renforcent et structurent ses bassins de vie et ses grandes centralités, et ce au plus proche des attentes de ses habitants.

Dans cette optique, elle soutient depuis de nombreuses années une politique de développement des territoires, prenant en compte leurs spécificités et leurs ressources, leurs potentialités et leurs contraintes.

Cette politique s'est concrétisée au travers de dispositifs contractuels conclus avec les agglomérations, les intercommunalités, les Pays et les Parcs Naturels Régionaux, tissant ainsi un fort lien partenarial avec les territoires.

Toutefois, nombre d'entre eux arrivant à échéance (notamment les contrats de Pays, les contrats de développement, les dispositifs montagne et les Programmes d'Aménagement Solidaire), la Région a souhaité construire une nouvelle politique contractuelle qui regroupe les dispositifs régionaux dans un cadre contractuel unique, au bénéfice des territoires et de leurs habitants.

Les mutations institutionnelles (relatives au périmètre et aux compétences des acteurs publics) induites par la réforme territoriale rendent nécessaire la construction d'un dispositif simple permettant aux priorités régionales et aux actions locales de continuer de se conjuguer. Dans la période de transition institutionnelle qui s'ouvre, la Région réaffirme ainsi sa présence aux côtés des territoires pour favoriser leur développement soutenable.

Au travers du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur consolide son rôle de garant des équilibres territoriaux. La lutte contre les inégalités et la recherche d'équité entre les territoires par une solidarité réaffirmée, notamment envers les plus fragiles, sont donc au cœur du Contrat Régional d'Equilibre Territorial.

Ce contrat expérimental qui inclut une clause de revoyure à mi-parcours vise notamment à :

- décliner de manière opérationnelle les orientations régionales définies dans le SRADDT et les différents schémas régionaux ;
- développer les synergies avec l'ensemble des politiques contractuelles de l'Etat et de l'Union européenne (fonds européens 2014-2020, Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Plan Rhône, Convention Interrégionale pour le Massif Alpin, Conventions d'objectifs 2015-2020 des Parcs Naturels Régionaux) ;
- regrouper à terme au sein d'un même contrat l'ensemble des dispositifs régionaux pour favoriser leur mise en cohérence.

Il s'articule autour de quatre orientations.

S'agissant du Territoire Ventoux, ces orientations se déclinent de la façon suivante :

1- Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique

Structuration d'une réponse progressive et innovante aux nouveaux enjeux des déplacements, notamment par l'aménagement de parkings relais à Monteux et Carpentras suite à la réouverture de la ligne ferroviaire Avignon-Monteux-Carpentras et l'aménagement du tronçon Sablet Mollans pour connecter le territoire aux axes structurants et partager la voirie de façon équilibrée favorisant les modes alternatifs (cycle et marche).

2- Favoriser un accompagnement du territoire régional fondé sur le principe de la sobriété foncière

Produire une offre de logements suffisante et abordable

- Diversifier l'offre afin de la rendre accessible au plus grand nombre (dont production de logements sociaux)

- Assurer une meilleure gestion de la ressource foncière

- Apporter une réponse aux publics spécifiques (jeunes, personnes âgées, prise en compte des handicaps, etc.)

- Disposer d'un outil efficace de suivi et d'observation

3- Conforter les activités économiques et favoriser la création d'emploi

- Organisation du développement économique du territoire

Les objectifs de développement reposent avant tout sur un positionnement autour de filières clefs présentes sur le territoire et spécifiques à celui-ci (viticulture, fruits et légumes, horticulture), avec

- La valorisation de la part du végétal (production agricole, agro-alimentaire, chimie du végétal, cosmétique, écoconstruction)

- La prise en compte de la santé, du bien-être et du sport à travers la recherche médicale, la santé, la cosmétique et le tourisme

Sans oublier le Bâtiment et Travaux publics et l'accompagnement de la résidentialisation

- Mise en œuvre d'une stratégie de développement économique territorialisée

L'offre économique doit être hiérarchisée à travers plusieurs axes complémentaires :

- Le développement de l'activité économique et de l'emploi en priorité dans les secteurs à enjeux des plaines bien desservies par les réseaux de transports et les infrastructures

- La spécialisation de l'accueil d'activités économiques dans d'autres parties du territoire où il existe des enjeux complémentaires (piedmonts et montagne)

- L'offre de meilleures conditions d'accueil pour les entreprises locales

4- Renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires

- Préserver les atouts patrimoniaux naturels et culturels : la valeur « préservation »

- S'ouvrir à l'extérieur, échanger et accueillir : la valeur « ouverture »

- Maintenir et améliorer l'ordre de service pour une meilleure accessibilité des publics

- Développer les dynamiques socioéconomiques et la prospérité collective : la valeur « développement »

- Favoriser le rayonnement et l'attractivité : la valeur « rayonnement »

L'ensemble des dispositions du présent contrat est défini et détaillé au travers des délibérations n°15-2 du 20 février 2015 et n°15-268 du 24 avril 2015.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Territoire concerné

Le territoire engagé dans le présent Contrat Régional d'Equilibre Territorial comprend le périmètre du Ventoux qui compte la Communauté de Communes Pays Vaison Ventoux, la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, la Communauté de Communes les Sorgues du Comtat, la Communauté de Communes Ventoux Sud, et le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux, Chef de file.

Article 2 - Objet du contrat

Le Conseil régional réaffirme au travers de ce contrat, son rôle de garant des équilibres territoriaux et assure sa présence sur le Territoire pour continuer à favoriser son développement soutenable durant la période de transition institutionnelle qui s'ouvre.

Le contrat vise à définir une stratégie de développement territorial qui repose sur la rencontre entre les priorités régionales et les priorités locales. Les priorités régionales sont affirmées au travers d'un "dire régional" synthétisé par la fiche de diagnostic établie par la Région en vertu de la délibération n° 15-2 du 20 février 2015.

Article 3 - Orientations du contrat

Le projet proposé par le territoire s'articule autour des quatre orientations suivantes :

- Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique : mobilités durables, promotion des énergies renouvelables, préservation de la biodiversité, efficacité et sobriété énergétiques, gestion de l'eau, maîtrise des risques et préservation des zones littorales ;
- Favoriser un aménagement du territoire régional fondé sur le principe de la sobriété foncière à travers une action sur le foncier, la production de logement social et des projets d'aménagement intégrés tels que les contrats d'axe, la réhabilitation des quartiers de gare et des centres anciens ;
- Conforter les activités économiques et favoriser la création d'emploi à travers le soutien à des initiatives de développement économique et de structuration des filières valorisant les productions et les ressources locales, par exemple en matière industrielle, agricole, forestière et touristique, de manière à renforcer le développement global du territoire régional ;
- Renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires, avec le maintien et l'amélioration de l'offre de services publics, le soutien à une offre culturelle de proximité et de qualité, le soutien à la démocratie participative, au service du lien social et des publics les plus en difficultés à savoir les personnes en situation de fragilité et les jeunes.

Article 4 - Structuration du contrat

La structure du contrat repose sur un volet stratégique et sur un volet opérationnel.

4-1 Le volet stratégique

Au-delà de la stratégie de développement du territoire déclinée selon les quatre orientations du contrat au travers de fiches stratégiques, il s'agit de mettre en œuvre au cours des 18 premiers mois du contrat, une réflexion conjointe sur le développement et l'aménagement soutenables du territoire, au travers de :

- l'élaboration d'un diagnostic de l'ingénierie existant à l'échelle du périmètre territorial et la mise en adéquation des ressources aux besoins du territoire ;
- l'élaboration d'une stratégie de développement économique et touristique et de préservation du foncier (économique, agricole, forestier,...) en lien avec le SRDEII ;
- la conduite d'une réflexion à la redynamisation et à l'ouverture plus large des conseils de développement, notamment aux jeunes et aux acteurs économiques ;
- la mise en œuvre des modalités de la structuration du territoire régional en SCOT, dans la perspective d'une couverture exhaustive à l'horizon 2017 et, pour les territoires qui le souhaitent, en Pôles d'Equilibre Territorial et Rural.

Ces réflexions peuvent se conduire de façon partenariale, à une échelle inter-territoriale, ou en réseau.

4-2 Le volet opérationnel

Il est consacré à des projets structurants, intégrés, ayant une portée intercommunale a minima, voire supra communautaire. Il privilégie le droit à l'expérimentation et à l'innovation. Ce volet opérationnel se décline selon une programmation initiale indicative qui porte sur des projets partagés. Ce programme est annexé au présent contrat.

Pour les espaces ruraux, les agglomérations et les territoires de montagne, cette enveloppe est répartie de la manière suivante :

- 90% de la dotation contractuelle est consacrée à des projets structurants, intégrés, ayant une portée intercommunale a minima, voire supra communautaire.

Les niveaux d'intervention prennent alors plusieurs formes possibles :

- les opérations structurantes bénéficient de taux d'intervention propres aux dispositifs existants ;
- les opérations répondant aux critères d'innovation et d'intégration partagés (mutualisation, mise en réseau, impact échelle supra-communale, équipements multifonctionnels, capacité du maître d'ouvrage à mobiliser les contreparties financières, développement d'une filière à l'échelle du territoire, multi-partenariat) bénéficient de taux d'intervention bonifiés. A noter que, cette bonification peut s'appliquer au financement d'actions relevant de la politique sectorielle.
- 10% de la dotation peut être consacrée à des actions ayant une portée plus locale dans un objectif de solidarité territoriale. Les actions concernées contribuent à l'aménagement, au dynamisme du territoire et au maintien de son attractivité.

Le territoire est libre d'en faire usage. Le cas échéant, c'est une enveloppe totale de 100% qui est consacrée aux actions structurantes, innovantes, expérimentales, et intégrées. »

Ces actions doivent cependant contribuer à l'aménagement, au dynamisme du territoire et au maintien de son attractivité.

Article 5 - Gouvernance du contrat

La gouvernance du contrat est assurée par un comité de pilotage territorial, instance partenariale pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du contrat.

Il est composé notamment :

- du Président du Conseil régional ou du Vice-Président délégué à l'aménagement des territoires ;
- des élus régionaux désignés par le Président du Conseil régional ;
- du Président de la structure chef de file ou de son représentant
- du Président de chacun des EPCI ou de son représentant ;
- du Président du ou des Parcs naturels régionaux présent(s) sur ce territoire ou de leur représentant ;
- avec voix consultative, du Président du Conseil de développement de la structure chef de file ou de son représentant.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an. Il se réunit sur convocation simple conjointe du président du Conseil régional ou du Vice-Président de la Région en charge de l'aménagement des territoires et du Chef de file.

Le comité de pilotage examine toutes les questions relatives à l'exécution du contrat, à la programmation des opérations et à l'évaluation du dispositif.

Article 6 - Durée du contrat - Clause de revoyure

Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial est conclu pour une durée de 3 ans (2015-2017) et prend effet dès sa signature et après délibération de l'ensemble des parties.

Il intègre une clause de revoyure à mi-parcours qui permet d'évaluer la programmation et de la réorienter, si besoin est, en fonction de la maturité des projets ou d'intégrer de nouvelles opérations.

Ce bilan à mi-parcours est aussi pour la Région l'occasion d'ajuster ses engagements au regard de l'évolution de ses dispositifs et de ses politiques. Ces éléments seront transmis au Comité de pilotage territorial, sur proposition du chef de file, avec l'appui des services régionaux.

L'évaluation à mi-parcours doit à minima porter sur les points suivants :

- la mise en œuvre du volet stratégique avec un zoom particulier sur l'ingénierie et sur l'évolution du conseil de développement ;
- la production d'un tableau permettant de visualiser l'état des lieux des projets financés à mi-parcours ;
- un bilan sur les engagements du programme d'actions initial (points forts et points faibles, les raisons, les perspectives d'évolution...) ;
- la prise en compte du développement durable, l'approche énergétique et écologique, la prise en compte des critères d'éco-conditionnalité ;
- le rôle du territoire dans le relais des politiques régionales, la valorisation du Contrat par les partenaires ;
- l'articulation des projets avec les autres politiques (Etat, Europe notamment).

TITRE II - MODALITES FINANCIERES

Article 7 - Enveloppe financière

Le montant contractualisé de la dotation est de 8 100 000 euros (huit millions cent mille euros) pour la période 2015-2017.

La Région s'engage à accompagner le Territoire pour la recherche de financements complémentaires, notamment les crédits européens des fonds structurels (FEDER, FEDER-POIA et tout particulièrement « espaces valléens » et projet du FEADER et du FEAMP), ainsi que les programmes contractualisés avec l'Etat dans le cadre du CPER, du Plan Rhône et de la Convention interrégionale du massif des Alpes.

Article 8 - Taux de subvention

Le taux d'intervention de la Région sera calculé en fonction des dispositifs de droit commun applicables, et des nouveaux dispositifs définis expressément pour le contrat régional d'équilibre territorial. Des bonifications pourront être envisagées par la Région sur proposition du territoire, selon le caractère innovant, expérimental, ou intégré du projet proposé, dans la limite d'un taux plafond fixé à 50% du montant subventionnable.

L'aide régionale apportée dans le cadre du présent contrat respecte les modalités fixées par le règlement financier.

Article 9 - Financement de l'ingénierie

La Région poursuivra le financement de l'ingénierie au titre de l'année 2016 à l'identique de l'année 2015.

Cette reconduction est soumise à la production par le territoire, au titre du volet stratégique, d'un état des lieux partagé de l'ingénierie (cf supra). Le territoire devra faire des propositions de mutualisation, de mise en réseau, d'adéquation des besoins et des ressources à l'échelle du périmètre du contrat en vue de la clause de revoyure.

Dans le cadre de la clause de revoyure et au vu du diagnostic/proposition établi par le territoire, la Région participera au financement de l'ingénierie en fonction des besoins identifiés.

Afin de favoriser la mise en réseau des acteurs, les structures signataires des CRET seront amenées à participer aux manifestations organisées au niveau régional dont la thématique les concerne.

TITRE III - MODALITES D'APPLICATION DU CONTRAT

Article 10 - Conditions de mise en œuvre

Pour chacune des opérations éligibles une délibération sera demandée au maître d'ouvrage du projet.

Toute modification substantielle des projets (augmentation importante des coûts de l'opération, retrait de co-financeurs, modification du projet initial notamment) devra être validée par la Région.

10-1 Dépôt des demandes de subventions

Hormis les opérations pour lesquelles des conventions spécifiques sont prévues, les demandes de subventions doivent être déposées préalablement à tout commencement d'exécution par les maîtres d'ouvrages concernés via le Chef de file du territoire. Cependant, les opérations dont les travaux auront démarré avant le début d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'une dérogation au règlement financier de la Région.

Afin d'en faciliter l'identification par la Région, les demandes de subvention devront obligatoirement faire apparaître dans leur objet : « Contrat Régional d'Equilibre Territorial Région Provence-Alpes-Côte d'Azur/ Territoire Ventoux ».

10-2 Mise en œuvre des subventions

L'attribution des subventions au titre du contrat respecte le règlement financier du Conseil régional. Elle procède d'une démarche identique à celle appliquée au droit commun. Ainsi, chaque opération contractualisée fait l'objet d'une décision attributive spécifique de la part de l'Assemblée délibérante après transmission au Président de la Région d'un dossier de demande de subvention par le Chef de file du territoire.

Pour être pris en compte au titre du CRET, les demandes de subvention doivent intervenir avant son terme, soit le 31 décembre 2017.

10-3 Conditions d'utilisation des subventions

Le territoire s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

10-4 Modalités de paiement et délai de validité des subventions

En dehors de toute convention spécifique précisant des dispositions contraires, le règlement financier de la Région s'applique.

10-5 Modalités de contrôle

Le Territoire peut être soumis au contrôle des délégués de la Région. A cet effet, le Territoire tient à la disposition de la Région toute information nécessaire au contrôle de gestion lié à l'emploi des sommes versées par la Région. La Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

10-6 Reversement des subventions

En cas de non-respect des termes prévus par la présente convention, le maître d'ouvrage :

- ne pourra prétendre au versement de la subvention ou au versement du solde de la subvention ;
- devra rembourser les sommes indûment perçues.

Si le contrôle sur pièces transmises par le bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Région conduisent la Région à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération subventionnée ou le non-respect par le bénéficiaire d'une disposition du règlement financier, le bénéficiaire :

- ne pourra prétendre au versement du solde de la subvention ;
- devra rembourser les sommes indûment perçues.

10-7 Mise en œuvre de conventions

Des conventions spécifiques pourront intervenir dans le cadre de ce contrat.

Les conventions au titre des espaces valléens, des Transports en Commun en Site Propre (TCSP), des quartiers de gare notamment seront signées entre la Région, le territoire concerné et le Chef de file du CRET.

Les opérations inscrites au titre de ce dispositif ou de toute autre convention inscrite au contrat seront présentées et validées par le COPIL du Territoire.

10-8 Suivi de la programmation annuelle et du PPI

Un tableau de bord de suivi des opérations est mis en œuvre et partagé avec le chef de file qui devra le tenir à jour.

Afin de garantir la bonne réalisation du contrat, l'équipe projet Région interrogera régulièrement le Chef de file pour l'actualisation du programme pluriannuel d'investissement, pour prévoir l'instruction des projets à venir et faire le point sur les projets emblématiques.

Article 11 - Outils partagés

Différents documents/outils seront communiqués au territoire pour l'élaboration, le suivi et le bilan du contrat (fiches actions, tableaux de bord de suivi des opérations, trame des indicateurs d'évaluation, liste d'outils d'aide à la mise en œuvre des critères d'éco-conditionnalités).

Par ailleurs, il est demandé au Territoire de mettre en commun les données dont il dispose. Il s'agit notamment d'études et de documents stratégiques : les SCOT, les Plans climat notamment et de s'impliquer également pour :

- l'acquisition, la production mutualisée et la diffusion de données statistiques et géographiques (orthophotographies, référentiels de l'IGN, bases de données métiers et thématiques, ...) ;
- la participation aux actions et au financement du CRIGE ;
- la participation au Réseau Connaissance et Territoire ;
- la production de travaux, de diagnostics, d'études, puis leur valorisation auprès des autres acteurs mais également du grand public pour alimenter le débat sur les enjeux et spécificités de l'aménagement du territoire régional et les différentes politiques régionales.

A ce titre, ces démarches se traduiront par une implication croisée de la Région et des acteurs des Territoires (Départements, EPCI, Pays, futurs PETR, PNR, projets de PNR, Conseils de développement, agences d'urbanisme...).

Article 12 - Communication

Toute information à destination du public et des médias doit faire état de la nature et du montant de la participation régionale.

Le territoire s'engage à assurer la promotion des actions financées à travers différentes actions, notamment :

- apposer une information sur le site de chaque opération pendant toute la durée des travaux, en particulier les panneaux de chantier comporteront l'indication de l'aide régionale et devront faire figurer le logo régional de façon identique ;
- apposer les logos de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et faire mention de sa contribution de manière visible sur tout document, étude, édition ou publication et sur le lieu d'une manifestation, et de faire mention du soutien de la Région dans les communiqués de presse, au cours des interviews radio-télévisées, ainsi que sur les outils de communication auxquels le territoire a recours pour assurer la promotion de la manifestation (affiches, plaquettes, programmes, etc.) ;
- apposer une information sur chacune des réalisations après la fin des travaux sur une durée raisonnable qui mentionne que l'opération concernée a été réalisée par le territoire avec la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le logo et le montant de la contribution.
- le territoire s'engage par ailleurs à organiser systématiquement avec la Région les inaugurations des projets. La Région conditionne le paiement des aides au respect des conditions détaillées ci-dessus.

Article 13 - Evaluation du contrat

A échéance du contrat, la production d'un bilan quantitatif et qualitatif partagé est réalisée sous la responsabilité du chef de file, en lien avec les maîtres d'ouvrage concernés et sur la base d'indicateurs proposés par la Région au cours de la première phase du contrat.

- La mise en œuvre du projet de territoire fera l'objet d'une attention particulière avec notamment l'état des lieux des projets engagés, leur niveau d'intégration, leur caractère innovant, leur capacité à mutualiser l'ingénierie, la mobilisation financière des partenaires, la mise en réseau, la prise en compte des enjeux écologiques et énergétiques, le respect des critères d'éco-conditionnalités ;
- Le partenariat Région / territoire sera interrogé à travers notamment la tenue des différentes instances de pilotage, leur fréquence, leur contenu, leurs participants, leurs modalités de préparation... ;
- Les pratiques de démocratie participative seront également analysées.

A l'issue du contrat, il devra avoir produit un bilan à mi-parcours et un bilan qualitatif et quantitatif sur la base d'indicateurs proposés par la Région.

Article 14 - Conditions et modalités de résiliation du contrat

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Les partenaires souhaitant rester dans le dispositif pourront établir un nouveau contrat dans les conditions posées par la délibération n°15-2 du 20 février 2015 pour la durée restant à couvrir jusqu'au terme du contrat.

Article 15 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'aide financière apportée par la Région ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 16 - Litiges

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette réunion. En cas de refus exprès d'une des parties de participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Marseille.



Fait à Marseille, le

Le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur Michel VAUZELLE	Le Président Du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipment du Mont Ventoux Alain GABERT
Le Président de la Communauté de communes Pays Vaison Ventoux Jean Pierre LARGUIER	Le Président de la Communauté les Sorgues du Comtat Christian GROS
Le Président de la Communauté de communes Ventoux Sud Max RASPAIL	Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin Francis ADOLPHE

Annexe 2

Expression de la stratégie du
territoire pour la durée du Contrat

Territoire du VENTOUX

<p>Région</p>  <p>Provence Alpes Côte d'Azur</p>	<p align="center">Contrat Régional d'Equilibre territorial (2015 - 2017) entre Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Territoire du Ventoux</p>	
---	--	---

Volet stratégique

Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique : mobilités durables, promotion des énergies renouvelables, préservation de la biodiversité, efficacité et sobriété énergétiques, gestion de l'eau, maîtrise des risques et préservation des zones littorales

Stratégie du territoire au regard des priorités régionales

(Issu des différents Schémas Territoriaux du territoire)

Une organisation réaliste des mobilités, dans un territoire à caractère avant tout rural comme celui du Ventoux nécessite de développer des actions complémentaires entre elles pour structurer une réponse progressive et innovante aux nouveaux enjeux des déplacements.

La réouverture de la ligne ferroviaire Avignon-Montoux-Carpentras est prise en compte tout particulièrement dans sa dimension multimodale. En effet, le pôle d'échanges multimodal (PEM) est en prise directe entre la gare, les transports collectifs et les modes doux. Ce lieu est donc majeur pour la mobilité dans le territoire et comme entrée de territoire.

Cet espace d'échange intermodal est intégré dans la restructuration du réseau de transports en commun et peut constituer un point de départ dans le développement des modes doux, notamment pour l'accessibilité vélo dans les communes de Montoux et de Carpentras.

Au soutien du développement des transports collectifs, il convient d'envisager la création progressive de parkings relais, en distinguant :

- les parkings relais, en milieu plus urbain, localisés à Carpentras et Montoux ;
- et les « parcs de liaison », en périphérie.

Pour la partie nord Ventoux l'enjeu est la connexion de ce territoire aux axes structurants Via Rhôna et Via Venaissia par l'aménagement du tronçon Sablet / Mollans de l'axe identifié par le Schéma Départemental Orange / Buis les Baronnie.

L'objectif est de créer un environnement favorable à la pratique de modes alternatifs (cycles et marche) en partageant de façon équilibrée la voirie entre les différents modes en assurant la sécurisation des itinéraires vélo tant pour les déplacements de proximité (centres villages/périphérie immédiate) qu'à l'échelle du territoire pour les déplacements cyclotouristiques ou sportifs. Ainsi, il est nécessaire d'assurer la continuité du maillage sur le territoire entre tous les itinéraires de mobilité douce qui sont ou pourront être mis en place afin d'en assurer une utilisation aussi bien touristique que pour les déplacements quotidiens.

Le CRET Ventoux favorise par ailleurs la transition énergétique par la valorisation des productions locales et les circuits courts (Cf fiche opérationnelles valorisées dans l'axe économie/tourisme)

* Bilan et mise en perspective des actions/projets menés sur la période de programmation précédente (2007/2014) et relevant de l'axe thématique

Au cours de la période précédente, de nombreux projets, ont été réalisés sur le territoire afin de mettre en œuvre la stratégie territoriale de mobilité durable :

- Opération de sécurisation et de signalisation sur les itinéraires de découverte à vélo.
- Création d'une offre cyclotouristique sur le territoire.
- Enrichir et promouvoir l'offre vélotouristique autour du Ventoux, création de l'application Escapado

- Création des coulées vertes à Carpentras et dans l'Eco-Quartier de Beaulieu
- Ouverture du PEM à Carpentras et de Monteux

* Axes de travail et projets envisagés sur la période 2015/2017, objectifs poursuivis (quantifiés)

- ☐ **Créer un environnement attractif et favorable à la pratique de modes alternatifs**
- ☐ **Aménagement des abords du PEM de Carpentras et Monteux**
- ☐ **Connexions aux différentes voies vertes Via Venaissia et Via Rhône**
- ☐ **Déploiement, animation et promotion de l'offre cyclo touristique du territoire**
- ☐ **Acquisition de foncier pour l'aménagement de parkings de co-voiturage ou relais**
- ☐ **Réhabilitation et entretien des équipements des itinéraires de mobilité douce**

- Ingénierie mobilisable sur le territoire au titre de l'axe thématique, pistes de mutualisation et, le cas échéant, identification de besoins spécifiques complémentaires

L'ensemble des projets sont mise en oeuvre avec des partenaires dédiés comme le Syndicat Mixte de la Via Venaissia, l'Association de développement Touristique du Haut Vaucluse, l'ensemble des acteurs publics concernés : l'Etat, le Département de Vaucluse, l'Agence Départementale de Développement Touristique de Vaucluse, le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipement du Mont Ventoux,
Lié également au PEM de Carpentras et de Monteux, l'ensemble de projet est pensé en collaboration avec les acteurs de réseau ferroviaire et du Contrat d'Axe et d'autres acteurs économiques partenaires.

Volet stratégique

Favoriser un aménagement du territoire fondé sur le principe de la sobriété foncière

Favoriser un aménagement du territoire régional fondé sur le principe de la sobriété foncière à travers une action sur le foncier, la production de logement social et des projets d'aménagement intégrés tels que les contrats d'axe, la réhabilitation des quartiers de gare et des centres anciens

Stratégie du territoire au regard des priorités régionales

Issus des programmes locaux de l'habitat déjà mis en œuvre et futurs et des politiques locales sur l'ensemble du territoire, les enjeux sont :

Enjeu 1 : Produire une offre de logements suffisante et abordable

Enjeu 2 : Diversifier l'offre afin de la rendre accessible au plus grand nombre (dont la production de logements sociaux)

Enjeu 3 : Assurer une meilleure gestion de la ressource foncière

Enjeu 4 : Apporter une réponse aux publics spécifiques (jeunes, personnes âgées, prise en compte des handicaps,...)

Enjeu 5 : Disposer d'un outil efficace de suivi et d'observation

En termes de maintien, d'amélioration du cadre de vie et d'attractivité touristique, l'enjeu est de garantir l'autonomie des communes en répondant aux besoins des habitants en matière d'équipements et d'espaces publics adaptés et de qualité (aménagement des centres-bourg, équipement loisir, socio-culturels, sportifs,...).

Maitrise de l'espace à travers la mise en réseau des SCOT et leur révision.

* Bilan et mise en perspective des actions/projets menés sur la période de programmation précédente (2007/2014) et relevant de l'axe thématique

Au cours de la période précédente de nombreux projets ont été réalisés afin de mettre en œuvre la stratégie territoriale relative à la création de logements sociaux :

- Mise en place de PLH CoVe, Sorgues du Comtat
- étude préalable à un Programme d'Intérêt Général PIG de Réduction de la Vulnérabilité aux inondations
- Programme d'Intérêt Général (PIG) pour le logement des saisonniers agricoles a démarré. Un des objectifs principaux est la suppression des logements dégradés voire insalubres des saisonniers.
- PIG réhabilitation de logements dans l'objectif de création de logements sociaux dans le tissu privé
- Différentes OPAH Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat sur les différentes communes du territoire
- en cours une étude diagnostic pré-opérationnelle d'OPAH dans la copropriété Zola à Carpentras.
- Opération d'amélioration des façades
- Création de logements sociaux communaux

Projets d'amélioration du cadre de vie :

- PAS Pays Vaison Ventoux
- programme d'amélioration et de réhabilitation des centres villes de plusieurs communes du territoire
- programme pour la redynamisation des commerces des centres villes (FISAC,...)
- mise en place de managers de centre-ville

* Axes de travail et projets envisagés sur la période 2015/2017, objectifs poursuivis (quantifiés)

- Création de logements sociaux
- Création de logements communaux à loyer maîtrisé
- Réhabilitation des centres anciens et des quartiers gares
- Aménagement et équipements urbains
- Maîtrise de l'espace à travers la mise en réseau des SCOT et leur révision
- Aménagement et sécurisation de sites naturels sur fréquentés

- Ingénierie mobilisable sur le territoire au titre de l'axe thématique, pistes de mutualisation et, le cas échéant, identification de besoins spécifiques complémentaires

Le territoire comprend trois SCOT, deux PLH, deux managers de centre-ville, ...

Les divers projets sont élaborés en partenariat avec :

- les différents acteurs du logement dont l'Etat, la Région, le Département, CDC, et tous les organismes de logements sociaux,
- les différents acteurs économiques et chambres consulaires,
- les différents acteurs d'aménagement du territoire dont l'AURAV, DDT, SMAEMV, EPFR, ...

Volet stratégique

Conforter **les activités économiques et favoriser la création d'emploi** à travers le soutien à des initiatives de développement économique et de structuration des filières valorisant les productions et les ressources locales, par exemple en matière industrielle, agricole, forestière et touristique, de manière à renforcer le développement global du territoire régional.

Stratégie du territoire au regard des priorités régionales

(Issu de la Stratégie de développement économique des différents EPCI du territoire)

Organiser le développement économique du territoire

Positionner économiquement le territoire

Les objectifs de développement économique reposent tout d'abord sur le choix d'un positionnement économique organisé autour des filières clés déjà présentes et des spécificités des territoires.

Ainsi, un premier pilier concerne la part du végétal à valoriser : les activités locomotives qui y sont associées sont l'agro-alimentaire, la chimie du végétal et la cosmétique, la production agricole et l'alimentation (horticulture, fruits et légumes, viticulture), et enfin l'éco construction.

Le second pilier est relatif à la santé, le bien-être et le sport : les activités locomotives associées sont la recherche médicale et la santé, la cosmétique, le tourisme.

L'identification de ces deux piliers ne doit pas faire oublier les caractéristiques économiques fondamentales du territoire et à ce titre, l'importance du BTP nécessite de lui offrir une visibilité, y compris pour les artisans locaux.

Enfin la mutation économique du territoire vers une résidentialisation oblige à valoriser et accompagner les potentiels de développement qu'elle représente (SILVER ECONOMIE).

Mettre en œuvre une stratégie de développement économique territorialisée

La déclinaison de cette stratégie économique doit être cohérente avec le fonctionnement du territoire en système urbain.

Par ailleurs, tout le territoire ne bénéficie pas des mêmes atouts pour attirer des entreprises, et pas forcément tous les types d'entreprise : il s'agit aussi de hiérarchiser l'offre économique à travers plusieurs axes complémentaires.

a) En développant l'activité économique et l'emploi, en priorité dans les secteurs à enjeux des plaines bien desservies par les réseaux de transports et les infrastructures.

b) En spécialisant l'accueil d'activités économiques dans d'autres parties du territoire où il existe des enjeux complémentaires. (Piedmont et montagne)

c) En offrant de meilleures conditions d'accueil pour les entreprises locales.

Développer une stratégie d'action pour le foncier à vocation économique à l'échelle des Scot

Aménager des parcs d'activités et des zones artisanales de qualité pour répondre aux besoins spécifiques locaux

* Bilan et mise en perspective des actions/projets menés sur la période de programmation précédente (2007/2014) et relevant de l'axe thématique

Economie :

Afin d'assurer la mise en place de la stratégie économique, plusieurs opérations se sont déroulées sur le territoire. Certaines d'entre elles ont bénéficié d'une aide de la Région.

- Un Schéma directeur de développement commercial (COVE - CCSC)
- Des études de stratégie de développement économique ont été réalisées sur l'ensemble du territoire par les quatre EPCI
- Une étude pour la requalification du site du Marché Gare en Pôle horticole dédié à l'Or Vert a précédé les travaux de requalification du Marché Gare (COVE)
- Le site de Bellecour III à proximité du Marché Gare a été entièrement aménagé dans le but d'accueillir de nouvelles entreprises. (COVE)
- Dans la commune de Mazan, des études de faisabilités ont été lancées en 2009 pour l'implantation d'une zone d'activités. Un site en entrée de la commune a été identifié et une étude de zone d'aménagement concertée a été lancée de 2012 à 2015. Parallèlement, des acquisitions foncières ont été engagées sur le site retenu à partir de 2009. (COVE)
- Etude de faisabilité pour implantation d'un quartier d'activités sur la commune de Villes sur Auzon (Ventoux Sud), St Trinit
- Acquisition foncière engagée pour quartier d'activités (Villes sur Auzon) CCVS
- Réhabilitation de la zone de la Tapy, (Monteux) et Prato 1 (Pernes les fontaines) CCSC
- Création de la ZAC de Prato 4 et 5 (Pernes les fontaines) CCSC
- Création de la première phase pôle économique et touristique de Beaulieu
- Acquisition de friche industrielle, et création pépinières d'entreprises « Le Pérussier », Monteux CCSC
- Création de ZAE Sablet, Vaison, Séguret, Roaix, Entrechaux, ... (COPAVO)

Tourisme :

COVE :

La période de programmation précédente a notamment concentré des opérations liées au vélotourisme et à la rénovation du camping du Brégoux

- Opération de sécurisation et de signalisation sur neuf itinéraires de découverte à vélo (2008-2010)
- Création d'une offre cyclotouristique sur le territoire Ventoux Comtat Venaissin (2010-2014)
- Création d'une offre cyclotouristique : enrichir et promouvoir l'offre vélotouristique autour du Ventoux (2013-2015)
- Rénovation des trois blocs de sanitaire au Camping du Brégoux à Aubignan (2012-2015)

CCVS :

Création d'un OTI

Etude réhabilitation du Camping de Sault

COPAVO :

- Opération de sécurisation et de signalisation sur itinéraires de découverte à vélo proposés par ADTHV
- Déploiement de l'offre ESCAPADO
- Développement tourisme Numérique (TTIM) : ANT (Professionnalisation Web Marketing), Site Internet, Wifi Territorial
- Promotion communication dont Film de promotion Paysage et Productions locales ROMANUS

CCSC :

- Création pôle touristique de Beaulieu
- Travaux d'aménagement, voirie, réseaux, (coulées vertes)
- Aménagement d'un plan d'eau de 10 ha, roselières, promenades, plage (ouverture au public en juin 2013)
- Aménagement des îlots destinés aux activités économiques (Parcs à Thème, habitat et commerces)

Dans le centre ancien de Pernes les Fontaines

- restauration des calades du centre ancien, réfection des voiries
- restauration de fontaines classées

* Axes de travail et projets envisagés sur la période 2015/2017, objectifs poursuivis (quantifiés)

Economie et tourisme :

COVE :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la CoVe a identifié trois projets à court terme :

- **le site du Marché Gare à Carpentras** : relocalisation du marché floral dans un bâtiment réhabilité et adapté, création d'une pépinière atelier-relais, création d'une pépinière d'entreprises (bureaux) et mise en place dans le même secteur d'une Maison de l'Entreprise afin de favoriser les synergies et la rencontre des différents acteurs du tissu économique,
- **le site du Piol à Mazan** : création d'un parc d'activités autour de l'habitat durable et de l'éco-construction, nécessitant par ailleurs la requalification de la zone artisanale existante.

Dans le cadre de sa stratégie touristique, la CoVe a identifié deux projets à court terme :

- **la réhabilitation des Plâtrières du Groseau** (à Malaucène côté nord du Mont Ventoux).
- **une étude relative à l'opportunité et la faisabilité de créer un lieu d'interprétation à Bédoin** (côté sud du Mont Ventoux).

CCSC :

■ Poursuite de l'aménagement de l'Eco-quartier de Beaulieu :

■ Mise en œuvre d'outils favorisant le rayonnement touristique de Beaulieu vers l'intérieur du territoire

Création d'applications mobiles ludiques et interactives, création d'un portail internet, mise en place d'un « pass touristique » pour promouvoir l'ensemble de l'offre touristique du territoire

■ Création de la ZAC des Gaffins à Althen des Paluds

CCVS :

■ Création du Quartier d'activités sur la commune de Villes sur Auzon

■ Création d'une pépinière d'entreprises à Villes sur Auzon

COPAVO :

- **Création d'un hôtel d'entreprises artisanales des filières Transformation du Végétal et/ ou Silver Economie**
- **Développer des filières de transformation du végétal et SILVER ECONOMIE**
- **Etude pour la création d'un hébergement touristique collectif communal**
- **Développement du réseau des points d'informations touristiques multi services : valorisation des productions locales et cyclotourisme**
- **Evènements touristiques de dimension départementale en arrière-saison**

Ingénierie mobilisable sur le territoire au titre de l'axe thématique, pistes de mutualisation et, le cas échéant, identification de besoins spécifiques complémentaires

Economie :

Le secteur du développement économique au sein du territoire est fort d'un réseau important d'acteurs engagés.

D'une part, l'ensemble des partenaires publics participe régulièrement aux projets d'aménagement qui contribuent à la bonne mise en œuvre de la stratégie (Europe, Etat, Région, Conseil Départemental, EPCI et communes du territoire,...).

D'autre part, l'ensemble des acteurs variés du développement économique compose le réseau du secteur économique, en assure son bon fonctionnement et contribue à la réalisation des résultats attendus :

- les associations : RILE, CBE Pays du Ventoux Comtat Venaissin, ECTI Vaucluse, Initiative Ventoux, CARPENSUD MUCAPLI, (associations d'entreprises), Vaucluse Développement, Agences d'Urbanisme
- les partenaires institutionnels : CCI, Chambre des métiers, chambre d'agriculture.

Tourisme :

Le secteur du développement touristique au sein du territoire est fort d'un réseau important d'acteurs engagés.

D'une part, l'ensemble des partenaires publics suit régulièrement les projets d'aménagement qui contribuent à la bonne mise en œuvre de la stratégie : Etat, Région, Conseil Départemental, Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Equipe ment du Mont Ventoux, ADT du Vaucluse, ADTHV, Destination Ventoux

D'autre part, l'ensemble des acteurs privés du secteur tourisme compose le réseau et en assure son bon fonctionnement : hébergeurs, acteurs du monde viticole et agricole, associations et fédérations sportives, agences de voyage et taxis, professionnels, loueurs et accompagnateurs cyclotouristiques,

Volet stratégique

Renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires, avec le maintien et l'amélioration de l'offre de services publics, le soutien à une offre culturelle de proximité et de qualité, le soutien à la démocratie participative, au service du lien social et des publics les plus en difficulté à savoir les personnes en situation de fragilité et les jeunes.

Stratégie du territoire au regard des priorités régionales

La stratégie territoriale répond aux trois dimensions du développement durable :

- La dimension environnementale : préserver le capital nature,
- La dimension sociale : promouvoir un territoire des proximités,
- La dimension économique : renforcer le développement et économiser l'espace.

Sur cette base, le projet exprime de hautes ambitions pour le territoire visant à :

- Préserver les atouts patrimoniaux naturels et culturels : la valeur «préservation».
- S'ouvrir à l'extérieur, échanger et accueillir : la valeur «ouverture».

Maintenir et améliorer l'offre de services pour une meilleure accessibilité des publics

- Développer les dynamiques socio-économiques et la prospérité collective: la valeur «développement».
- Favoriser le rayonnement et l'attractivité : la valeur «rayonnement».

C'est un nouveau «modèle» de développement rural qu'il s'agit d'inventer, réactualisant à l'époque contemporaine les caractéristiques de la ruralité. Cela se décline à travers un cadre de vie préservé et la confortation des activités : ruralité, agriculture, artisanat, unités de vie villageoises resserrées, vies de proximité, notamment en permettant l'accès aux commerces et services de proximité, sociabilité, activités économiques traditionnelles, accueil du tourisme, rapport à la nature notamment. Il est important que chaque village dispose de sa propre identité et ses propres caractéristiques. La confortation et le développement d'activités socio-économiques et touristiques adaptées aux différents villages portent notamment sur : l'agriculture, l'artisanat, le commerce et les services de proximité, les activités productives locales, les activités touristiques en cohérence avec l'identité et les valeurs du territoire.

La présence du commerce sur le territoire a besoin d'être renforcée pour répondre aux besoins de la population actuelle et à venir.

* Bilan et mise en perspective des actions/projets menés sur la période de programmation précédente (2007/2014) et relevant de l'axe thématique

CCSC :

Soutien à la programmation culturelle sur le territoire (festivités, radio locale etc...)

Mise en place du la bel « Bien vieillir à Monteux » (services, accueil, animations dédiés aux personnes âgées

Création en partenariat avec des acteurs économiques –privés, de l'association de gestion de centre-ville, recrutement d'un manager de ville (animations, valorisation, liens entre les quartiers de la ville)

Mise en place de moyens spécifiques pour la préparation de la réforme des rythmes scolaires : Monteux ville « pilote » en Vaucluse.

COPAVO :

Développement du club jeune de la COPAVO

Participation des jeunes à un Projet européen (échanges de jeunes dans plusieurs pays d'Europe (Belgique et Pays de Galles)

Ouverture d'une antenne à Cairanne et à Rasteau

Mise en place d'un soutien scolaire pour les collégiens avec le CLAS.

Création de la section escalade

Renforcement du soutien scolaire avec les séances de sophrologie dans le cadre du CLAS

Création d'un parcours d'orientation permanent au jardin de Théos à Vaison-la-Romaine.

* Axes de travail et projets envisagés sur la période 2015/2017, objectifs poursuivis (quantifiés)

Le territoire soutient la création d'infrastructures dédiées à l'accueil et au service du public. Des lieux de rencontre, favorisant les échanges intergénérationnels, autour de thématiques variées comme la culture, le tourisme, le patrimoine, la nature ou la solidarité doivent voir le jour.

CCSC :

- Restauration du Château de Coudrey (à Aurel, appartenant à la ville de Pernes), centre de vacances qui accueille chaque année des centaines d'élèves de tout le territoire, dans le cadre de « classes-vertes ».
- Restauration du Château de Beaulieu, dans l'Eco-Quartier en « maison de Quartier », qui abritera des salles multifonctions dédiées à l'accueil du public, aux services, à la culture, à l'évènementiel.

CCVS :

-Installation de deux points de vente collectif, sous la forme de "drive du territoire", l'un à Sault, l'autre à Villes sur Auzon. Objectifs : assurer une présence aux entrées du territoire dans une logique de partenariat avec les producteurs. Développer des espaces coopératifs d'information, de valorisation et vente de production locale.

-Aménagement dans le cadre de la création de la zone d'activités économique, d'un espace d'accueil et d'information des entreprises et des porteurs de projets. Cette action sera concrétisée par la création d'une pépinière d'entreprises.

-Accompagnement dans le cadre du FISAC Intercommunal, des communes membres, sur le volet soutien aux commerces de proximité

COPAVO :

- Rénovation énergétique de la ferme des arts de Vaison la Romaine (Biblilothèque salle d'exposition
- Etude de faisabilité d'une médiathèque intercommunale
- Construction d'un club Jeune
- Etude pour le maintien et le développement des commerces de proximité dans les villages de la COPAVO

COVE :

- Mise en place d'une offre culturelle de proximité et de qualité, les veillées musicales itinérantes « Les Soirées d'Automne »

- Ingénierie mobilisable sur le territoire au titre de l'axe thématique, pistes de mutualisation et, le cas échéant, identification de besoins spécifiques complémentaires

Les acteurs publics : Etat, Région, département, EPCI et communes

Le tissu associatif (culture, solidarités, jeunesse, nature, sport...), les acteurs sociaux, certains acteurs économiques. (Partenaires privés), certains acteurs de la culture.

ANNEXE 3

Tableau de synthèse de la programmation du Territoire Ventoux

Axe stratégique 1 - Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET	INV/FONCT	COUT TOTAL HT
Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	Aménagement de la Veloroute Sablet Mollans sur Ouvèze	I	650 000,00 €
Communauté de communes Ventoux Sud (CCVS)	Création d'une zone de mobilité douce entrée du village de Villes/Auzon et les Gorges de la Nesque	I	300 000,00 €
TOTAL			950 000,00 €

Axe stratégique 2 - Favoriser un aménagement du territoire fondé sur le principe de la sobriété foncière

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET	INV/FONCT	COUT TOTAL HT
Commune de Carpentras	Acquisition et aménagement dans la continuité du PEM de Carpentras	I	4 412 035,00 €
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Création de logements sociaux dans les centres anciens et les communes carrencées	I	1 800 000,00 €
Communes de la COPAVO	Création de logements communaux	I	600 000,00 €
Commune de Pernes les Fontaines	Création de logements sociaux dans le centre ancien	I	335 000,00 €
Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	Ingénierie révision du Scot	F	80 000,00 €
Communes de la COPAVO	Aménagement et sécurisation des Gorges du Toulourenc	I	50 000,00 €
TOTAL			7 277 035,00 €

Axe stratégique 3 - Conforter les activités économiques et favoriser la création d'emploi

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET	INV/FONCT	COUT TOTAL HT
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Requalification du site du Maché Gare	I	3 656 343,00 €
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Espace d'activités dédié à la construction durable - Le Piol à Mazan	I	6 208 400,00 €
Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	Développement des Filières Transformation du végétal et Silver économie	I	66 000,00 €
Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	Hôtel d'entreprises artisanales	I	500 000,00 €
Communauté de communes Ventoux Sud (CCVS)	Soutenir le développement économique local par la création d'une pépinière d'entreprises	I	400 000,00 €
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Rehabilitation des Patrières du Groseau	I	3 333 333,00 €
Communauté de communes des Sorgues du Comtat (CCSC)	Mise en place d'outils numériques favorisant le rayonnement économique et touristique de Beaulieu vers le territoire du Mont Ventoux	I	100 000,00 €
Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	Etude pour la création d'hébergement et/ou touristique	I	40 000,00 €
Communes de la COPAVO ou ADTHV	Développement du réseau des points d'information touristiques multiservices (valorisation des productions locales et du cyclotourisme)	I et F	138 000,00 €
COPAVO/ mairie de Vaison/associations	Evènements touristiques de dimension départementale	F	270 000,00 €
TOTAL			14 712 076,00 €

Axe stratégique 4 - Renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET	INV/FONCT	COUT TOTAL HT
Communauté de communes des Sorgues du Comtat (CCSC)	Restauration du Château de Beaulieu - création d'un complexe public multifonctionnel à vocation culturelle et sociale	I	3 600 000,00 €
Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	Construction équipement multiservices à destination des lycéens et des jeunes	I	900 000,00 €
Communauté de communes Ventoux Sud (CCVS)	Création d'une maison de lycéens	I	200 000,00 €
Communauté de communes Pays Vaison Ventoux (COPAVO)	Etude pour le maintien et le développement des commerces de proximité	F	16 667,00 €
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (COVE)	Veillées musicales itinérantes "Les Soirées d'Automne"	F	49 000,00 €
TOTAL			4 765 667,00 €

	COUT TOTAL
Axe 1 - Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique	950 000,00 €
Axe 2 - Favoriser un aménagement du territoire fondé sur le principe de la sobriété foncière	7 277 035,00 €
Axe 3 - Conforter l'activité économique et favoriser la création d'emplois	14 712 076,00 €
Axe 4 - renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires	4 765 667,00 €
TOTAL	27 704 778,00 €

Acquitté en PREFECTURE le 06/07/2015

ANNEXE 4

Projets du territoire de la CoVe présentés dans le cadre du CRET

Axe stratégique 1 - Impulser et accompagner la transition écologique et énergétique

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET
Commune de Carpentras	Acquisition du parking des Couquières
CoVe	Réhabilitation de l'ancienne gare d'Aubignan - Lorient le long de la Via Venaissia

Axe stratégique 2 - Favoriser un aménagement du territoire fondé sur le principe de la sobriété foncière

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET
Commune de Carpentras	Acquisition et aménagement dans la continuité du PEM de Carpentras
CoVe	Création de logements sociaux dans les centres anciens et les communes carrencées

Axe stratégique 3 - Conforter les activités économiques et favoriser la création d'emploi

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET
CoVe	Requalification du site du Maché Gare
CoVe	Espace d'activités dédié à la construction durable - Le Piol à Mazan
CoVe	Réhabilitation des Platrières du Groseau
CoVe	Etude d'opportunité et de faisabilité pour la création d'un lieu d'interprétation dans la commune de Bédoin

Axe stratégique 4 - Renforcer les solidarités et la sociabilité au sein des territoires

MAITRE D'OUVRAGE	INTITULE DU PROJET
CoVe	Veillées musicales itinérantes "Les Soirées d'Automne"